

# L'Onu renonce à sa mission d'enquête au Kasai

RDCongo Le pouvoir congolais garde la direction de l'enquête après le retrait d'un projet de résolution au conseil des droits de l'homme.

**Q**uarante-deux fosses communes dénombrées au minimum, deux experts de l'Onu assassinés, plus de 3 300 morts civils dans des affrontements entre les forces armées congolaises et une rébellion de paysans depuis le mois de septembre et, comme si cette énumération ne suffisait pas, 1,3 million de personnes ont été contraintes de fuir leur région face aux violences quotidiennes.

Face à cette dérive totale, les autorités congolaises ont brillé par leur immobilisme et leur silence. Il a fallu attendre la mort des deux experts de l'Onu, en avril dernier, et la diffusion d'une vidéo montrant des militaires congolais tirant sur des civils (hommes, femmes et enfants désarmés) pour que Kinshasa se lance, poussé dans le dos par la critique internationale et la menace de l'envoi d'une commission d'enquête internationale, dans un semblant de justice.

Des militaires ont été arrêtés. La plupart ont disparu depuis. Pour le meurtre des deux experts de l'Onu, deux civils ont été arrêtés et sont jugés loin des caméras.

Face à cet enchaînement de catastrophes humaines, le Comité des droits de l'homme des Nations unies a demandé l'envoi d'une commission d'enquête indépendante pour tenter de faire toute la lumière sur les événements qui ensanglantent le Kasai. Un texte plaçant la cause de cette commission avait été concocté. Finalement, le texte n'arrivera jamais sur la table des négociations. L'instance onusienne, basée à Genève et composée de 54 nations, dont 13 africaines, n'est jamais parvenue à dégager un consensus suffisant pour contraindre Kinshasa à accepter cette mission indépendante.

## La fin d'une institution ?

Une fois de plus, le haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, le prince jordanien Zeid Raad al-Husseini, n'aura pas été entendu sur son appel à des investigations internationales en République démocratique du Congo. Pourtant l'homme n'a pas ménagé sa peine, n'hésitant pas à envoyer la semaine dernière ses experts pour aller recueillir les témoignages de ceux qui ont fui la barbarie du Kasai. Le rôle du gouvernement a été clairement pointé du doigt. Mais Kinshasa, qui avait menacé lundi de ne pas accorder l'accès à son territoire aux membres d'une mission d'enquête indépendante d'un an, a obtenu gain de cause. Un revers de taille pour le Comité des droits de l'homme des Nations unies déjà très décrié pour sa passivité par l'administration américaine. La Maison-Blanche avait fait de ce cas une ligne rouge que le comité a franchie en ne parvenant pas à se mettre d'accord sur un dossier aussi évident. La survie de ce comité est clairement remise en cause. Sa crédibilité, elle, est déjà enterrée.

H. Le.

Face  
à cette dérive totale,  
les autorités congolaises  
ont longuement  
brillé  
par leur immobilisme  
et leur silence.